

**Projet d'amélioration de la gestion de l'éducation dans les pays africains (AGEPA)
Troisième réunion, Dakar 16-18 mai 2006**

Remarques préliminaires de Jee-Peng Tan

Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les participants et conseillers techniques. C'est pour moi un grand plaisir que de pouvoir prononcer quelques mots à l'occasion du troisième séminaire de l'initiative AGEPA.

Je suis particulièrement heureuse de voir ici des collègues non seulement de Madagascar, de la Mauritanie, du Mozambique, du Niger et du Sénégal, mais aussi du Bénin, de la Guinée et du Burkina Faso, trois nouveaux pays prêts à rejoindre l'initiative.

Je voudrais également saluer le concours de mes collègues de la Banque mondiale et des services des organisations partenaires qui collaborent étroitement avec nous dans le cadre du projet AGEPA, à savoir le ministère des Affaires étrangères, le Pôle de Dakar, l'AFD et la Coopération française. J'aimerais aussi souhaiter chaleureusement la bienvenue aux représentants de nos partenaires institutionnels qui participent à l'atelier : la BAD, la CONFEMEN, l'UNICEF, l'UNESCO, l'ACDI et la DANIDA. Je tiens à remercier les gouvernements norvégien, français et irlandais pour l'appui financier qu'ils ne cessent d'apporter au projet AGEPA depuis le lancement de l'initiative en 2003.

Le nombre de pays participants et d'institutions partenaires montre que le projet AGEPA a dépassé le stade de l'expérimentation et est en passe de devenir une composante à part entière du développement du secteur national. Il s'agit là d'une évolution capitale. On ne progressera en direction des objectifs de l'EPT et des ODM que si l'on parvient à formuler et mettre en oeuvre des programmes de développement sectoriel « crédibles ». Mais si aucune amélioration n'est apportée à la gestion du secteur éducatif, de nombreux pays risquent de poursuivre dans la mauvaise voie, sans grand espoir d'atteindre les objectifs de Dakar à l'horizon 2015. C'est là que le projet AGEPA apportera, je l'espère, sa contribution.

Il est particulièrement encourageant de constater que l'initiative AGEPA va dans le sens des efforts de plus large envergure déployés à l'échelle internationale. La collaboration qui s'est instaurée avec la CONFEMEN est à cet égard des plus notables. La réunion de la CONFEMEN qui s'est tenue récemment à Madagascar avait pour thème le renforcement de la gestion du secteur de l'éducation, l'accent étant mis plus spécialement sur les questions de gouvernance, de décentralisation, de mobilisation des ressources et de fourniture de manuels scolaires. Les responsables malgaches ont fait part à cette occasion des résultats de leur action dans ce domaine.

Pour mémoire, le projet AGEPA est une initiative qui vise à aider les pays à s'attaquer à deux problèmes fondamentaux de la gestion de l'éducation :

- veiller à ce que les ressources publiques soient réparties entre les établissements de manière équitable et rationnelle ; et
- obtenir des résultats concrets au plan scolaire en utilisant efficacement ces ressources.

Suite à l'atelier qui s'est tenu à Madagascar il y a trois ans pour lancer le programme, les mêmes équipes-pays se sont retrouvées dans le cadre de l'atelier de suivi organisé à Nouakchott en 2004 pour :

- présenter leur plan d'action pour améliorer la gestion ;
- tirer parti des échanges avec d'autres pays ; et
- bénéficier des conseils d'un groupe d'experts internationaux pour perfectionner leurs plans.

Si les plans d'action sur lesquels travaillent les différentes équipes depuis l'atelier de Madagascar sont propres à chaque pays, ils ont en commun plusieurs éléments :

- un système de descriptifs de postes (d'enseignant, de chef d'établissement, de responsable de district...);
- des outils opérationnels pour chaque acteur (par exemple, plans de cours, suivi du budget, contrôle de l'assiduité des élèves) ;
- des outils permettant d'administrer les plans de suivi scolaire dans le système (fiches d'évaluation) ;
- des outils pour assurer la qualité de l'administration et de la gestion des établissements (par exemple, conseil d'établissement, fiches d'évaluation).

Les pays participants ont bénéficié de l'aide des missions de suivi réalisées par les services de la Banque mondiale et le Pôle de Dakar.

L'objet du présent séminaire est de dresser un bilan de l'élaboration et de l'application expérimentale de ces instruments et de faire le point des progrès accomplis depuis l'atelier de Nouakchott. J'espère que les enseignements qui s'en dégagent aideront les « nouveaux » pays à avancer plus rapidement dans la voie de la formulation et de la mise en œuvre de leurs propres plans d'action. Nous pourrons en outre profiter de l'expérience acquise par la Mauritanie, qui a

mis au point des instruments destinés à faciliter la planification régionale, et par Madagascar, qui a développé une méthodologie pour évaluer l'impact du projet AGEPA.

Au bout du compte, le succès de l'initiative AGEPA dépendra de la manière dont ces nouveaux instruments seront utilisés par les administrateurs et les autres parties prenantes qui se mobilisent pour aider les élèves à mieux apprendre. Nous avons donc prévu au programme des possibilités d'échanges avec des administrateurs et des chefs d'établissements sénégalais qui feront part de leurs vues sur la gestion de l'éducation.

J'espère que la mise en commun des expériences et la table ronde organisée avec des éducateurs sénégalais aideront les participants à actualiser les plans d'action qu'ils ont déjà élaborés ou à en formuler de nouveaux, selon le cas. Nous ferons quant à nous tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir vos efforts.

Comme le Sénégal est notre pays hôte, je voudrais conclure mon propos par un proverbe sénégalais :

Ndank-ndank mooy japp golo ci nyaay,

qui signifie :

Petit à petit, on arrive à attraper le singe dans la forêt.

Nous avons parcouru un long chemin depuis le premier atelier organisé à Madagascar en 2003, et je forme le vœu que l'atelier de Dakar marque un nouveau pas dans la quête entreprise pour « attraper le singe », autrement dit pour améliorer la gestion de l'éducation et réaliser les objectifs de l'EPT.

JE VOUS REMERCIE.